La Colombie fait un geste en direction des FARC pour obtenir la libération d'Ingrid Betancourt

Le gouvernement colombien a affirmé, jeudi 27 mars, que si l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt était libérée par les FARC, il était prêt à un accord humanitaire et à "réduire au minimum" ses exigences pour la sortie de prison de guérilleros. "Il suffit simplement qu'Ingrid Betancourt soit immédiatement libérée pour que nous considérions qu'un accord humanitaire se fasse en octroyant les bénéfices d'une suspension de peine aux membres de la guérilla" des FARC, a déclaré, lors d'une conférence de presse à Bogota, Luis Carlos Restrepo, haut commissaire colombien à la paix. M. Restrepo a indiqué que, dans cette proposition, il n'y a "pas de limites quant au délit commis, ni au type de peines de prison" des guérilleros libérables. Cette annonce intervient dans la foulée de nouvelles indications inquiétantes sur la santé d'Ingrid Betancourt.

L'otage franco-colombienne de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a reçu des soins médicaux en raison de son état de santé "très délicat", a affirmé jeudi un médiateur colombien. "L'information dont nous disposons, du moins jusqu'au mois de février, c'est que son état est très délicat, que ses conditions physiques et sa santé se sont détériorées", a indiqué Volmar Perez, chargé des relations entre la population et les autorités, à la radio privée Caracol.

Selon les informations fournies au médiateur, l'otage serait atteinte d'une hépatite B et de leishmaniose, une maladie de la peau transmise par des piqûres d'insectes. L'ancienne candidate à la présidence, séquestrée depuis le 23 février 2002 par les FARC, aurait reçu des soins dans des postes médicaux situés dans le département de Guaviare, dans le sud-ouest du pays. "Nous avons pu vérifier qu'Ingrid Betancourt avait été soignée dans plusieurs postes de santé" dépendant des localités de San José del Guaviare et d'El Retorno, a précisé le médiateur.

DES "RUMEURS" SELON BOGOTA

Les autorités ont qualifié de "rumeurs" infondées les nouvelles alarmantes fournies par Volmar Perez. "Nous n'avons pas octroyé de grande crédibilité à ces rumeurs", a indiqué Luis Carlos Restrepo, soulignant que "rien n'avait pu être corroboré". M. Restrepo a précisé que l'Etat était déjà au courant de cette information et avait"mis en marche tous les services secrets" afin de la vérifier, sans succès. "Nous avons essayé d'entrer en contact avec les personnes qui rapportaient ces rumeurs, mais il n'y a rien de vrai, rien de solide", a-t-il souligné, affirmant que le président Alvaro Uribe "restait préoccupé" par la santé de Mme Betancourt.

Le quotidien El Colombiano, de la localité de Medellin, avait repris dans son édition de mardi des témoignages de paysans du département de Guaviare affirmant avoir aperçu l'otage dans un état de santé alarmant. Le journal soulignait que cela "pourrait conduire la guérilla à la libérer à court terme" dans cette région où les FARC ont déjà relâché six otages depuis le début de cette année.

"PRUDENCE EXTRÊME"

La famille d'Ingrid Betancourt prend elle aussi ces nouvelles informations "avec une prudence extrême", selon Hervé Marro, membre de son comité de soutien à Paris. "La personne qui a donné ces informations n'a jamais, à ma connaissance, travaillé sur ce dossier", a affirmé Hervé Marro, proche des enfants de Mme Betancourt. "Qu'Ingrid soit au bout du rouleau, ce n'est pas une nouvelle. On le dit depuis quatre mois", a souligné Hervé Marro.

Des otages récemment libérés, dont l'ancien sénateur Luis Eladio Perez, ont décrit Mme Betancourt comme démoralisée et très malade, affaiblie par une rechute d'hépatite B. Luis Eladio Perez, le dernier à avoir vu l'otage le 28 février, a raconté qu'il lui avait trouvé le visage "encore plus émacié" que sur la vidéo transmise à la famille en décembre. Contrairement aux affirmations du médiateur, il avait affirmé que l'otage lui avait dit n'avoir pas reçu de soins des FARC, mais uniquement des vitamines et du calcium.

Disponível em : <http://www.lemonde.fr>. Acesso em 28/3/2008.

A utilização deste artigo é exclusivo para fins educacionais.